



ON S'ABONNE

A PARIS,

rue de Seine, 16.

Un an. Six m. Trois m.
Paris. 48 fr. 9 fr. 5 fr.
Départements. 50 45 8

Les abonnements datent des
1^{er} et 16 de chaque mois.

LA

INSERTIONS.

75 centimes la ligne.

TRIBUNE NATIONALE

Toutes les lettres non affran-
chées sont expressément refu-
sées.

SOMMAIRE. — Une question de vie ou de mort pour la République. — Question des Polonais. — Actes officiels du Gouvernement. — Assemblée nationale. — Interpellations adressées au président BUCHEZ. — 75 arrestations. — Interpellations relatives au citoyen Blanqui. — Question des travailleurs. — Démission du préfet de police. — Bulletin de l'étranger. — Nouvelles des départements. — Dernières nouvelles.

PARIS, 16 MAI.

Une Question de vie et de mort pour la République.

Les grandes luttes parlementaires des premières années de la révolution de 1830 recommencent ; la question de paix et de guerre se pose. La Pologne, l'Italie, ce thème brûlant de tant de débats orageux, évoquent de nouveau à la tribune française leurs nationalités opprimées et sanglantes.

Ah ! sans doute, si nous ne suivions que l'impulsion de nos sympathies, nous n'hésiterions pas ; nous crierions à tous les Français : Courez au secours de vos frères d'Italie et de Pologne ; la Pologne, l'Italie ! ces deux sœurs de la France qui ont versé leur sang pour elle, qui ont lutté avec nous contre l'Europe coalisée, et que l'Europe a punies de leur fidélité, de leur héroïque dévouement. Nous savons tout ce qu'il y a de juste, de généreux, d'héroïque dans le rétablissement des nationalités injustement supprimées ; tout ce qu'il y a d'intrépide, d'irrésistible dans l'appel aux armes pour une si sainte cause ; mais nous savons aussi quels sont les devoirs austères d'une politique véritablement nationale ; et dût, en ce moment, la vérité être impopulaire, nous n'hésiterons pas à la dire.

En principe, la loi suprême qui régit tous les êtres créés, l'intérêt de la conservation, cette loi régit les nations comme les individus. Le premier devoir d'un peuple, comme d'un homme, c'est de veiller à son existence et de n'en faire le sacrifice que dans de rares et solennelles occasions, que le devoir prescrit à l'homme, que le destin signale aux nations.

Ainsi, un homme peut et doit préférer la mort au déshonneur, et s'il ne lui reste d'autre alternative que de mourir ou de se souiller d'une bassesse ou d'un crime, il ne doit pas hésiter. Dans ce cas, vivre est une lâcheté, un attentat social ; mourir est un devoir. Il en est de même d'une nation ; elle peut et doit préférer la mort de sa nationalité à une nationalité esclave. C'est ce sentiment qui animait Athènes à Marathon, Sparte aux Thermopyles.

Mais en dehors de ces circonstances exceptionnelles, extrêmes, les peuples, comme les individus, sont tenus de donner pour limite à leurs sacrifices la mesure de leurs forces et l'intérêt de leur conservation.

Appliquant ces principes à l'Italie et à la Pologne, nous dirons que le moment ne nous paraît pas venu de mettre en péril, nous ne dirons pas notre existence nationale, car elle est impérissable, mais l'existence de la République, pour assurer la leur.

La Lombardie, le Piémont, Rome et la Toscane luttent pour l'affranchissement du territoire itali-

que et pour l'expulsion de ses oppresseurs. Cette lutte, commencée depuis bientôt deux mois, a passé par bien des alternatives de succès et de revers. Rien n'indique que la nationalité italienne doive succomber. Tout, au contraire, présage son triomphe ultérieur et définitif.

Une moitié de la péninsule italique, Naples et la Sicile, n'est point encore entrée dans la lice. Quand cette accession de forces aura été faite à la cause de l'indépendance ; quand l'unanimité aura pris la place d'efforts partiels et souvent divergents, quand vingt millions d'Italiens, debout, jureront de mourir pour assurer l'indépendance de la patrie, cette indépendance triomphera. Jusque-là, la lutte doit continuer. La France, en y prenant part, lui ôterait son caractère exclusivement national ; il faut que la libération de l'Italie s'achève par l'Italie seule, et sans l'appui de l'étranger. Le maintien de l'indépendance italienne est à ce prix.

En ce qui concerne la Pologne, la question est autre ; elle se complique de circonstances spéciales. Il y a trois Polognes : une Pologne russe, une Pologne prussienne, une Pologne autrichienne. Sans doute, il serait à désirer que les trois n'en fissent qu'une, et que cette Pologne devint libre. Mais sur les trois, il en est deux qui sont sur la voie de leur restauration nationale. Seulement, c'est non par la force, non par la guerre, mais par d'habiles négociations, dans lesquelles la France est appelée à jouer un rôle important, que cette restauration doit et peut seule s'accomplir. Dans un congrès composé de la France, de l'Autriche, de la Prusse et des diverses puissances de la Confédération Germanique, il sera facile d'adopter les bases de la reconstitution nationale d'une Pologne qui comprendrait la province de Posen et la Gallicie : la Prusse et l'Autriche ont pris à cet égard des engagements qu'elles ne sauraient rétracter.

Mais, dans l'arrangement à intervenir, ce n'est pas à nous qu'appartient le premier rôle, mais à l'Allemagne ; c'est une question allemande au premier chef ; et lui enlever ce caractère, ce serait en compromettre la solution.

Nous ajouterons que le même congrès pourra et devra résoudre la question italienne ; et qu'en attendant cette solution, la seule intervention possible de la France doit être une intervention amicale, pacifique, ayant pour objet d'interrompre la lutte et de suspendre les hostilités.

En ce qui concerne la Pologne russe, son adjonction à la Pologne reconstituée est certaine dans un avenir prochain, mais à la condition que la force ne sera pas appelée à l'accomplir, et que l'Europe occidentale n'infligera point de blessure à l'orgueil de la nationalité russe, qui porte dans ses flancs de grandes choses et de grandes destinées.

Au nom de la civilisation du monde, nous demandons la solution de ces grands problèmes par des voies pacifiques.

Au nom de la conservation de la République en France, nous demandons que le signal d'une guerre générale ne soit pas donné.

La République française est à peine proclamée ; elle n'est point assise. Elle lutte contre des difficultés intérieures sans exemple dans l'histoire du

monde ; elle est en travail de sa constitution politique et sociale. Ce travail intérieur serait troublé, si la guerre venait tout à coup lancer toutes les activités, toutes les énergies dans la carrière des batailles et des conquêtes. La liberté y périrait comme elle y a déjà péri. L'œuvre d'une République bien-faisante, humanitaire, cette œuvre que nous allons aborder, et que, Dieu aidant, nous mènerons à bonne fin, serait de nouveau indéfiniment ajournée.

En résumé, pour que la République vive, il faut que la paix soit maintenue : la guerre, c'est son arrêt de mort. — Citoyens, choisissez !

On lit dans le *Représentant du Peuple* l'article suivant :

VIVE LA FRANCE !

« Vive l'Italie ! vive la Hongrie ! vive la Pologne ! mais, avant tout, vive la France ! Quand, à bout d'expédients, les gouvernants embarrassés te pousseraient, ô Peuple souverain, sur les champs de bataille, tu devrais résister de toutes tes forces, de toute ton énergie, de tout ton bon sens, et, de par ta volonté souveraine, de par la loi du salut commun, leur imposer la paix... »

« Et c'est toi qui demande la guerre ! »

« Je sais bien qu'il faut du courage pour contrarier les instincts de tout le pays. Au premier son de trompette, au premier coup de canon, voilà toutes les têtes en feu, les ambitions exaltées ; on se rue aux conquêtes et l'on oublie le reste. »

« Le reste est cependant la question importante. Le reste, c'est la question sociale, l'organisation du travail, l'émancipation du prolétariat, le crédit à rétablir, l'égalité à réaliser dans les institutions, la République à fonder ! »

« Mais n'est-ce pas en vain que nous voudrions dans ce moment arrêter le torrent de l'enthousiasme populaire ? Les cris de la Pologne expirante ont retenti dans les rues de Paris, et le peuple, qui est toujours prêt à offrir ses bras, son travail, son sang à la patrie ou à l'humanité, le peuple généreux qui, pendant dix-sept ans, a entendu ses représentants officiels pleurer sur l'anéantissement de la Pologne, le peuple de Février, enfin, ne veut pas mériter le reproche que ceux qui le gouvernent aujourd'hui ont adressé impitoyablement pendant dix-sept années au gouvernement de Louis-Philippe. »

« Le peuple ne comprend pas les mensonges des partis. Il a pris au sérieux les accusations qui ont si longtemps servi de thème à l'opposition libérale, et maintenant qu'il est débarrassé du système de honte et de lâcheté qui étouffait ses généreux instincts, il veut voler au secours de sa sœur martyre ; il veut faire revivre la France du Nord. »

« Il ne permet pas qu'on lui dise que les Polonais ont recommencé la lutte malgré nous, malgré les actes des hommes qui sont à la tête du pays ; il ne veut pas qu'on lui apprenne l'opposition faite au départ des colonnes polonaises par les hommes du Gouvernement provisoire, par Lamartine, par Ledru-Rollin, par Flocon, qui disaient à leurs chefs : « Nous ne sommes pas en état de vous porter secours. Nous n'avons pas d'argent pour faire la guerre... Attendez, attendez encore... » »

« Essaiera-t-on de retenir nos soldats généreux, nos volontaires enthousiastes, en leur disant qu'ils vont se faire tuer? Non; ce serait les pousser en avant: le cri des lâches est sans influence sur eux. Mais leur dire, leur prouver que le premier coup de canon tiré contre eux tuera toutes nos espérances de liberté, de réformes sociales, d'organisation intérieure, ce sera les arrêter peut-être.

« Eh quoi! nous voulons, prodiges que nous sommes, aller porter la liberté à tous les peuples, et nous n'avons pas la liberté; nous voulons leur donner l'égalité, la fraternité, et nous n'avons ni l'une ni l'autre; nous leur offrons la République, et nous n'avons pas la République. La République, on la cherche; elle est sur les murailles, sur les portes, au front de l'Assemblée, sur toutes les lèvres. Mais frappez, entrez, interrogez; tout est vide. Elle est aussi sur nos drapeaux, et nos drapeaux seuls répondent quand ils se déploient au vent!

« Il se commet, en ce moment, une méprise désastreuse pour la France, désastreuse pour les peuples que nous prétendons envelopper dans notre salut et qui ne peuvent être sauvés que par nous.

« Que les plus ardents, les plus dévoués, les meilleurs d'entre vous partent; qui laisseront-ils ici?

« Et d'ailleurs, aujourd'hui comme toujours, regardez autour de vous avant de décider; écoutez et jugez. Si vos ennemis se trouvent d'accord avec vous et pressent la mesure, arrêtez-vous; la mesure est mauvaise.

« En l'état où nous sommes, les bruits de guerre réjouissent les républicains que l'enthousiasme aveugle, mais, avec eux, tous ceux que l'enthousiasme républicain n'aveuglera jamais.

« Faut-il le dire? La guerre servirait encore les vues secrètes de quelques-uns de ceux qui mènent la France. Oui, il y a dans la République des gens qui seraient bien aises de pousser hors des frontières, à la mort, à la boucherie, ces patriotes généreux, ardents, imprudents quelquefois, qui sont toujours prêts à se lever au premier appel de la liberté menacée.

« Nous ne savons si la guerre donnerait la liberté aux peuples qui l'attendent; mais nous savons bien qu'elle ouvrirait les portes de la France à l'arbitraire, à la banqueroute, à tous les désordres, à toutes les tentatives contre-républicaines. Quelques mauvais Français (il y a moins de danger en ce moment à le dire qu'à le taire), quelques mauvais Français oseraient même espérer une défaite.

« Attendons au moins que la République soit assez forte, assez unie pour pouvoir étouffer toutes les tentatives de guerre civile et de restauration que rêvent, quoi qu'ils en disent, les serviteurs aveugles du passé!

« Attendons que la circulation soit rétablie dans le corps national, et que le chômage des industries, l'anéantissement du crédit et du commerce, la rareté de l'argent ne se joignent pas aux armées ennemies pour décimer la population de la France. Faisons la guerre au dehors, soit; mais au nom du ciel, évitons à tout prix la guerre civile et la famine.

« Nous voulons que l'Italie brise les liens qui retiennent ses forces éparses, s'unisse et revive en un grand corps; nous voulons que la Pologne ressuscite et se tienne aux confins de l'Europe intelligente comme un soldat, comme un apôtre de la liberté; mais nous voulons avant tout que la France résiste à cet entraînement qui la porte à jouer sa vie dans les grandes questions. Les peuples italiens nous ont toujours dit: « Seuls contre nos gouvernements nous serons les plus forts. Nous ne demandons à la France que de n'être pas contre nous et de contenir ses puissances étrangères. »

« La Pologne attend davantage de nous, mais nous devons aussi demander davantage à la Pologne. Nous donnerons l'appui de nos paroles, de notre argent, de nos armes au pays qui nous a servi de rempart contre la barbarie, au pays que l'on appelle la France du Nord, mais à la condition d'y faire une œuvre utile à la vraie liberté, d'y constituer un Etat véritablement démocratique et non des institutions dont nous devons rougir.

« Pour marcher vers la Pologne, il nous faut passer sur l'Allemagne, et pour servir la liberté là-bas, nous allons la compromettre ici. Les rois et les peuples débattent au cœur de l'Europe les conditions d'une union que les uns et les autres chercheront bientôt à rompre, et au lieu d'attendre cette solution prochaine et inévitable, nous allons les forcer à se rallier tous contre nous dans une méfiance commune.

« Quant à nous, dussions-nous être seuls à élever la voix, nous disons au peuple, à l'Assemblée, au pouvoir exécutif: Préparez-vous à imposer la paix à l'Europe, en améliorant les finances, en organisant la République; mais au moins, pas de menaces, et surtout pas de guerre avant le temps. Constituons, affermissons ici, avant de nous répandre ailleurs. De même que nous sommes patients contre la tyrannie de la misère, sachons l'être encore quelques jours contre les rois étrangers.

« Nous le répétons, la France n'a pas le droit de jouer son avenir à la légère, et le salut de la République est la loi suprême.

« La manifestation sera, dit-on, une occasion, pour les vrais amis de la liberté, de se compter. L'occasion est mal choisie, selon nous, et l'on peut, sans désespérer longtemps, en attendre une meilleure. »

On lit dans le *Moniteur*:

« La journée que nous venons de traverser a été pleine des émotions les plus terribles, et elle peut porter les conséquences les plus heureuses, si la raison publique sait tirer de ces circonstances tous les résultats qu'elles renferment.

Dès neuf heures du matin, la commission du pouvoir exécutif, réunie au Luxembourg, a prescrit toutes les mesures qui devaient à la fois déjouer l'attentat des conspirateurs, assurer les délibérations de l'Assemblée nationale, et rendre à la capitale sa sécurité et son repos.

Malheureusement, des ordres transmis avec toute l'exactitude et l'énergie nécessaires ont été méconnus et n'ont pas été exécutés comme ils devaient l'être.

La commission du pouvoir exécutif n'a pas cessé un seul instant de veiller au salut public, et sa vigilance a été, dès cinq heures du soir, couronnée d'un plein succès. La garde nationale, rassemblée par le rappel qui battait dans toutes les légions, se réunissait par masses énormes pour cerner tous les abords du palais de la représentation nationale. Les clubistes, intimidés par ces dispositions, quittaient pendant ce temps l'Assemblée qu'ils avaient violée, et se transportaient à l'hôtel de ville, où ils pénétraient après une lutte de quelques instants.

Rassemblés dans une des salles, ils proclamaient un gouvernement provisoire, qui bientôt était remplacé par un second, qui ne devait pas durer davantage. A peine ce prétendu gouvernement était-il annoncé que des ordres donnés par le citoyen Marrast, maire de Paris, faisaient mettre en arrestation les membres de ce gouvernement de conspirateurs. Confiés quelques instants après à la garde du citoyen Ed. Adam, adjoint au maire de Paris, les coupables attendaient dans une des salles de l'hôtel de ville que l'autorité prononçât sur leur sort.

Ce soir, la commission du pouvoir exécutif a pris toutes les mesures pour que les conspirateurs fussent transférés dans le fort de Vincennes, sous une escorte qui pût répondre d'eux.

A huit heures du soir, tout Paris était rentré dans la plus complète sécurité. La conspiration est vaincue, et elle sera punie suivant la sévérité des lois.

Ainsi s'est terminée cette journée, qui s'était annoncée d'une manière redoutable, et qui doit fortifier la République, parce que l'autorité saura tout à la fois châtier la conspiration comme elle mérite d'être châtiée, et

mettre de justes limites à des espérances contraires que cette tentative insensée aura peut-être encouragées.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

La séance a été orageuse.

L'Assemblée a manifesté la ferme résolution de faire prévaloir sa volonté dans le Gouvernement.

Des accusations graves dirigées contre le préfet de police, M. Caussidière, ont appelé dix fois ce fonctionnaire à la tribune; l'Assemblée a fait à sa justification un fort mauvais accueil. Elle a paru peu goûter son système de police par conciliation, ce système qui consistait à ménager les factieux, à les mettre en liberté quand la garde nationale les arrêtait, sous prétexte de ne pas ajouter à l'irritation des partis.

Le citoyen Caussidière a fini par déposer sur la tribune sa démission des fonctions de préfet de police.

Une communication du gouvernement a informé l'Assemblée que la garde républicaine, justement suspectée de connivence avec les factieux, avait cessé son service, et que la garde nationale avait, sans coup férir, pris possession de la Préfecture de police.

Cette annonce a été accueillie avec beaucoup de faveur.

M. Billaut a présenté trois projets de décrets importants relatifs à la situation du trésor, à l'enquête sur la situation des travailleurs et à la sûreté de l'Assemblée nationale. Ces décrets ont été renvoyés à l'examen de trois comités qu'elles nommeront.

Puis l'Assemblée a repris son ordre du jour, la discussion des articles de son règlement.

Séance du 16 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. BUCHEZ.

A neuf heures, un grand nombre de représentants sont déjà dans la salle des séances. A dix heures trente-cinq minutes la séance est ouverte.

M. BUCHEZ donne des explications sur les billets qu'il a écrits hier au bureau pour ordonner de cesser de faire battre le rappel. J'étais, ajoute-t-il, assailli d'obsessions contradictoires.

Voix nombreuses. Vous avez cédé à l'émeute.

M. BUCHEZ. J'ai craint d'exciter les colères du peuple et de le pousser à la proscription des membres de l'Assemblée.

Plusieurs voix demandent l'ordre du jour.

M. LUNEAU. Il faut que la nation entière connaisse tous les détails de cette séance dont vous devez, citoyens, vous enorgueillir. Je demande que le procès-verbal en soit envoyé à tous les départements.

La proposition de M. Luneau est adoptée.

Un membre demande qu'on rende compte de ce qui s'est passé depuis hier.

M. GARNIER-PAGÈS. Après l'audacieux attentat de quelques factieux, le pouvoir exécutif a pris toutes les mesures nécessaires à la sécurité de la capitale. Des arrestations ont eu lieu. Le citoyen Sobrier est arrêté. Des armes ont été saisies. Le nombre des arrestations s'élevait à 75.

M. BONJEAN. J'accorde ma confiance au pouvoir exécutif; mais il faut qu'il la mérite mieux qu'hier. J'appelle son attention sur le préfet de police et sur la garde républicaine de la préfecture de police. Cette garde a fait mettre en liberté plusieurs des hommes arrêtés qu'on lui amenait. Cette garde est-elle légale, oui ou non? Elle ne connaît que le citoyen Caussidière.

M. LAMARTINE prononce au milieu des murmures de l'Assemblée une justification des corps armés formés depuis la révolution de Février.

Il essaie aussi de justifier M. Caussidière et ses actes, que cependant il n'approuve pas.

M. BAROCHÉ déclare que les explications données ne le satisfont pas.

A gauche, on demande l'ordre du jour.

M. LAMARTINE demande que l'Assemblée continue à la commission exécutive sa confiance pour quelques heures encore dont elle a besoin.

L'ordre du jour est adopté.

M. DE MORNAY. Citoyens, le citoyen Hubert a été arrêté par ordre de cette Assemblée, et il a été mis en liberté par un fonctionnaire public. Il est de mon devoir de demander des explications sur ce point. Il ne s'agit pas de réaction; mais nous avons tous le désir de prêter main forte à la véritable justice.

J'entends dire sur ces bancs que le citoyen Hubert n'avait rien fait; qu'on me le démontre. On m'apprend aussi que Blanqui, arrêté comme Hubert, aurait, comme lui, été relâché. J'insiste pour des explications.

M. FLOCON. S'il était vrai que les ordres de l'Assemblée eussent été méconnus, il n'y aurait qu'un coupable de plus et la justice agirait.

M. le président donne lecture d'un projet de décret qui a pour but de donner à la signature de l'un des questeurs l'autorité nécessaire pour valider les mandats des représentants de l'Assemblée. Le questeur investi de cette autorité sera le citoyen de Puzy.

Le décret est adopté à l'unanimité.

M. LE PRÉSIDENT. L'ordre du jour est le règlement de l'Assemblée.

M. BILLAUT. Citoyens, depuis quelques jours on a calomnié nos intentions. Ces calomnies se répétaient hier, pendant qu'on envahissait cette Assemblée. Et cependant l'Assemblée n'était pas constituée par un règlement définitif et régulier. Je demande que l'Assemblée nationale saisisse deux de ses comités de deux questions que je vais lui soumettre.

L'un de ces décrets porte que le comité des finances s'entendra avec le ministre des finances pour se faire remettre l'état du trésor et l'état du crédit.

Ma seconde question est celle des travailleurs. Une commission est nommée; il faut qu'elle agisse. Je propose que l'Assemblée nationale décrète la formation dans chaque arrondissement d'une commission locale chargée d'examiner toutes les questions relatives aux salaires, et dans chaque département d'une commission centrale qui transmettra à l'Assemblée nationale ses renseignements, lesquels seront renvoyés à son comité des travailleurs, qui devra faire son rapport, et proposer des mesures législatives sur la matière.

Citoyens, à côté de ces grandes questions, il faut aussi pourvoir à la sûreté de l'Assemblée. Je vous soumetts un décret dans ce but.

Je soumetts ces trois décrets à l'approbation de l'Assemblée.

M. Falloux demande que demain matin la commission des travailleurs entrent en fonctions, et que le dernier décret, présenté par le préopinant, lui soit renvoyé.

Ce renvoi est ordonné.

Le projet de finances est renvoyé au comité des finances.

On demande que le projet sur la sécurité de l'Assemblée soit renvoyé au comité de législation criminelle. D'autres demandent le renvoi au comité de l'intérieur.

M. Sénart s'oppose à ce renvoi.

M. Billaut maintient la nécessité du renvoi.

M. JULES FAVRE. Citoyens, je crois que la mesure qu'on vous propose n'a rien d'urgent. L'Assemblée nationale peut être calme, parce qu'elle est forte; elle est placée au-dessus de toutes les éventualités. La mesure proposée serait impolitique.

UN MEMBRE. Oui, à votre point de vue.

M. JULES FAVRE. La législation existante suffit à tous les besoins; il n'est pas besoin d'en créer une nouvelle.

De nombreuses réclamations sont adressées à l'orateur.

UNE VOIX. Hier, l'Assemblée a été envahie.

M. JULES FAVRE. Elle a été envahie sous l'empire d'une législation qui, certes, n'a rien de faible et de élément.

Rumeurs toujours croissantes.

M. JULES FAVRE. J'ai le droit d'exprimer une pensée et je l'exprimerai. Les lois de circonstances ont toujours été regardées comme des lois exceptionnelles. Vous ne devez pas vouloir de telles lois.

Plusieurs voix. Il faut nous armer contre les factieux.

M. BILLAUT. C'est le droit commun avec une pénalité que je propose. Je maintiens ma proposition.

M. le président va faire mettre aux voix l'ordre du jour qui est demandé.

M. Considérant pense que le renvoi dans les comités est de droit. Il insiste pour ce renvoi.

M. JULES FAVRE. Ceci est une question de principe. Le renvoi dans les bureaux n'est pas de droit. L'ordre du jour doit toujours avoir la priorité. Il a été demandé, il doit être mis aux voix.

M. Vivien exprime le même avis.

L'ordre du jour mis aux voix est rejeté.

Le renvoi au comité de liquidation est prononcé.

La parole est au rapporteur de la commission de règlement.

M. CORBON, vice-président, donne lecture d'une lettre par laquelle l'artillerie de la garde nationale de Paris offre ses services à l'Assemblée.

M. AVOND. Il faut que l'Assemblée nationale déclare qu'elle accepte avec reconnaissance l'offre qui lui est faite par l'artillerie de la garde nationale.

M. DUCOUX demande que l'offre soit acceptée, dans les limites qu'adopte le commandant supérieur de la garde nationale de Paris, dont hier le patriotisme a si noblement brillé.

M. AVOND. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau

des pièces qui m'ont été remises par un officier de la garde nationale.

Ces pièces constatent les mesures prises par le citoyen Sobrier pour la dissolution de l'Assemblée nationale, et l'établissement d'un comité de salut public.

M. CAUSSIDIÈRE. Citoyens, j'ai été accusé dans cette enceinte d'avoir aidé à ce qui s'est fait hier. Je déclare que je condamne cette démarche.

Voix nombreuses. Comment! démarche!

Depuis deux mois et demi, j'ai fait mon devoir, j'ai fait réparer la capitale, j'ai fait diminuer le pain de six sous les deux kilogrammes, j'ai veillé à la suppression des vols et brigandages. Voilà ce que j'ai fait, citoyens.

Assiégé par les ouvriers sans travail, j'ai utilisé ces hommes; j'en ai formé des soutiens de la tranquillité publique.

J'ai maintenu une espèce d'équilibre; j'ai agi par voie de conciliation pour dissiper les rassemblements. Je suis intervenu pour concilier les maîtres et les ouvriers. J'ai trouvé toutes mes ressources dans mon amour du peuple. Quant à l'affaire d'hier, je la prévoyais. J'ai demandé un mandat pour arrêter un homme: le citoyen Blanqui; on me l'a refusé. Je ne l'accuse pas; il est arrêté. Je respecte sa position d'accusé; mais on m'accuse; je dois me justifier. On me répondit à ma demande de mandat: « Agissez comme vous voudrez. »

J'ai prévenu le gouvernement; j'ai fait suivre les menées; j'ai fait en sorte que la manifestation entreprise eût lieu sans armes. Hier matin, à 7 heures, je croyais que les choses tourneraient à bien. J'étais débordé; car je n'ai jamais eu la haute main sur la police; on m'a contrarié dans tout ce que je voulais faire. Hier, si j'avais pu suivre mes inspirations, j'aurais parlé aux masses; j'aurais invité 50 de leurs délégués à se présenter avec moi à l'Assemblée.

Voix nombreuses. C'était illégal.

M. CAUSSIDIÈRE. Hier, citoyens, j'étais sans autorité. Je demande si c'était là la récompense de mes deux mois d'une loyale administration. Quant à mon budget, je ne l'ai point gaspillé; je puis rendre compte de chaque pièce de cent sous. En résumé, sous face réelle, j'ai rendu de grands services; j'ai atténué le mal autant que j'ai pu.

M. LANDEIN. Je demande à l'Assemblée la permission de lui donner les explications sur mes pouvoirs. Le 5 avril, la veille de l'ouverture de l'Assemblée nationale, j'allai voir le soir Caussidière pour lui présenter les mandats d'amener. Je dois rendre hommage à la fermeté du citoyen Caussidière; il s'offrit à exécuter lui-même celles de ces arrestations qui offraient le plus de difficultés.

Cependant je n'ai pas cru devoir agir sans autorisation. J'ai écrit au gouvernement provisoire en joignant à ma lettre les mandats préparés par moi. Le gouvernement provisoire a pensé qu'il fallait s'abstenir de ces arrestations; les mandats m'ont été retirés. Voilà pour le passé; quant à l'avenir, la fermeté ne nous manquera pas. Comptez sur notre énergie; car l'énergie, c'est la justice.

M. ETIENNE ARAGO. J'étais hier commandant d'un bataillon de la garde nationale. Un ordre m'arriva d'un de nos questeurs. Cet ordre portait que je pouvais faire évacuer les abords du palais de l'Assemblée nationale. Un nouvel ordre me fut remis bientôt après, m'ordonnant de ne point faire battre le rappel. Je demande comment, avec un tel désaccord dans les ordres, le service a pu s'accomplir.

M. PORTALIS. Puisque mon témoignage est invoqué, je dirai:

Non, les hommes qui gardent le palais de justice ne sont pas dignes de la confiance; leur uniforme n'est point légal. Ce matin encore, j'ai vu le bonnet rouge. Citoyens, je n'ai point confiance à la préfecture de police. Hier, enfin, Flotte, arrêté à l'hôtel de ville, a été mis en liberté. J'accuse le citoyen Caussidière. Ni la justice, ni la population de Paris ne peuvent avoir confiance dans un tel état de choses.

M. CAUSSIDIÈRE. Je vous l'ai dit, citoyens, j'ai essayé de faire de l'ordre avec du désordre; c'était un moyen d'empêcher beaucoup de mal. Quant à la garde républicaine, tous les soins que j'ai pris n'ont pu empêcher qu'il ne s'y glissât des agents de désordres, des agents du citoyen Blanqui.

Mais la garde républicaine n'est pas reconnue officiellement, ni même payée de ce qui lui est dû.

On a parlé du sieur Flotte que j'ai fait relâcher. Flotte est un homme égaré. (Oh! Oh! Rumeurs générales.)

M. CAUSSIDIÈRE. J'ai fait dire à Flotte qu'il eût à se tenir tranquille. Je lui ai fait subir 24 heures de détention et je l'ai fait relâcher ensuite. (Rumeurs nouvelles.)

M. CAUSSIDIÈRE. En un mot, j'ai voulu être de la police de conciliation. Je n'ai pas voulu faire arrêter une moitié de Paris par l'autre. Mes combinaisons n'ont pas réussi; j'ai échoué dans mes tentatives de conciliation; c'est là mon unique tort. J'ai demandé au ministre de l'intérieur 2,500 hommes; avec ces 2,500 hommes je réponds de la sécurité de Paris et de l'Assemblée. (Rumeurs toujours croissantes.)

UN MEMBRE. Le citoyen Sobrier était établi dans une maison de l'ancienne liste civile. Il y avait là des armes, des munitions et deux milliers de poudre. J'ai signalé le fait au citoyen Caussidière. J'ai voulu savoir comment cela se passait.

Le citoyen Caussidière nie qu'il en connaissait la présence; que les gardes et les poudres n'étaient plus dans cette maison. Ce fait était faux. Hier, la garde nationale a dû prendre d'assaut cet arsenal, où elle a trouvé des quantités considérables de poudre. Ce fait est grave. Que le citoyen Caussidière s'explique.

M. Caussidière explique que le sieur Sobrier, après avoir été son collègue à la préfecture de police, avait dû se retirer écrasé par la fatigue; qu'alors il avait fondé un journal; que Sobrier avait, par l'intermédiaire de M. Lamartine, demandé l'autorisation d'avoir des armes et quelques cartouches pour les employés, au nombre de vingt-cinq à trente hommes.

La demande a dû être accordée. Tout porte à croire que Sobrier était un honnête homme; il possède dix mille livres de rente. Ses trente hommes, il les a portés au double à son insu; mais je ne pouvais m'occuper de tout.

M. SÉNART. Il faut que cette question aboutisse à un vote significatif. Il me paraît établi qu'à la Préfecture de police, il y a eu, depuis deux mois et demi, anarchie complète. On y jugeait les ordres donnés par l'autorité compétente. Je suis de ceux qui ont voulu placer dans la commission de gouvernement toutes les forces vives du pays. Mais je demande que cette commission, après avoir tout examiné, nous dise demain si elle a avisé, et comment elle a avisé.

M. Davoux demande à lire une lettre importante sur l'objet en discussion.

Une vive opposition se manifeste au côté gauche de l'Assemblée.

L'Assemblée ordonne la lecture, ce vote est suivi d'une vive opposition du même côté.

Cette lettre établit qu'il a été hier saisi, chez Sobrier, un grand nombre de munitions, des fusils, et trente hommes cachés dans les caves.

Vives rumeurs.

M. Jules Favre demande l'ordre du jour sur cette communication qu'il qualifie d'inconvenante.

Cette proposition excite de très-vives rumeurs et une longue agitation.

M. DUPIN. Citoyens, une lettre n'est pas anonyme quand elle est signée. On a dit qu'une enquête était ouverte, qu'il fallait en attendre le résultat. Cela est vrai, mais à côté de la situation judiciaire, vous ne devez pas oublier votre situation à vous. Il faut qu'on sache que l'Assemblée est forte, et que force restera à ses décisions; que deux cent mille hommes ne peuvent pas toujours être sur pied pour la défendre.

(Oui! oui! oui!)

La sécurité de l'Assemblée est le vœu de Paris tout entier, y compris la plus grande portion de la classe ouvrière. Ne faites donc pas un crime à l'Assemblée de sa sollicitude. La vérité est notre but à tous; mais tous doivent contribuer à l'amener.

(Approbation générale.)

M. CRÉMIEUX, ministre de la justice. Citoyens, la lettre qu'on vous a lue a été transmise au ministre de la justice. Tous les documents relatifs aux événements d'hier seront toujours accueillis par le ministre de la justice. La France et la Chambre seront satisfaites.

J'ai pris la parole pour expliquer les faits sur lesquels ont porté les accusations ou plutôt les insinuations du sieur Caussidière contre le gouvernement. Nous n'avons rien à cacher de notre conduite; nous pouvons la laisser paraître au grand jour. Si dans cette conduite tout ne peut pas soutenir les regards de la critique, c'est qu'en révolution ce qui domine c'est la nécessité.

Le ministre donne quelques explications sur les mandats d'arrêts dont il a été question. Ces mandats avaient été donnés le 18 avril. Le 20, ils n'étaient pas encore exécutés. Enorgueillis du spectacle qu'a présenté ce jour-là le peuple de Paris, le Gouvernement a cru pouvoir s'abstenir de donner suite aux mandats d'arrêts.

En ce qui concerne le mandat contre le nommé Flotte, il était lancé depuis plusieurs jours, et hier il n'était pas encore mis à exécution.

Hier, la commission exécutive avait pris toutes les

mesures, donné tous les ordres nécessaires. S'ils n'ont pas été exécutés, nous saurons si c'est par erreur ou sciemment. C'est une question qui s'éclaircira. Mais, en tout cas, une part de responsabilité retombe sur la préfecture de police.

Le ministre donne lecture d'un rapport duquel il résulte que, dans la journée d'hier, il y avait deux mots d'ordre, l'un pour la garde nationale, l'autre pour la préfecture de police, et que des prisonniers amenés par la garde nationale ont été mis en liberté par des hommes de garde à la préfecture. Le ministre ajoute qu'à l'avenir, quand des individus seront arrêtés, on les conduira ailleurs qu'à la préfecture de police.

M. CAUSSIDIÈRE répète les explications qu'il a déjà données. Elles sont accueillies par des murmures universels.

M. JULES FAVRE. Hier, avant tout, nous avons voulu éviter l'effusion du sang humain; nous sommes heureux d'y avoir réussi.

M. RECURT, ministre de l'intérieur. J'annonce à l'Assemblée que la population est calme, qu'aucun trouble n'est apporté à la tranquillité publique. A la préfecture de police, il y a en ce moment de six à huit mille hommes de gardes nationales et quelques troupes de ligne. La préfecture est encore occupée par la garde républicaine, mais concurremment avec la garde nationale. J'ai demandé qu'on évitât toute collision, et je ne doute pas que dans quelques heures tout sera terminé à la satisfaction de l'Assemblée nationale.

M. CAUSSIDIÈRE demande pourquoi on a braqué le canon contre la préfecture de police. Il ajoute : Ou on a confiance en moi ou pas. Qu'on me le fasse connaître.

PLUSIEURS VOIX. Nous n'avons pas confiance en vous.

M. CAUSSIDIÈRE. En ce cas, je donne ma démission et je me retire. (On applaudit.)

M. LE GÉNÉRAL BEDEAU. Il n'est pas vrai qu'on ait braqué le canon contre la préfecture de police; je déclare le fait faux, de toute fausseté; car c'est moi qui commandais.

La discussion est close.

L'Assemblée passe à l'ordre du jour sur l'incident.

M. le président donne lecture de quelques options de représentants faites par suite de doubles élections.

UN MEMBRE. Citoyens, je devais faire à l'Assemblée le rapport des élections de la Corse. Il m'a été arraché hier par un des factieux introduits dans l'Assemblée. Le rapport concluait à l'annulation d'une des élections et à l'admission d'un candidat proclamé par l'Assemblée électorale.

Un autre membre donne de nouvelles explications sur le dossier enlevé. Celui qui l'a emporté a promis de le rendre s'il en était question à l'Assemblée nationale.

M. BARROT. Je me préparais hier à demander l'admission des sept représentants du département des Landes. Dans le tumulte d'hier, j'ai perdu le dossier. Je demande à l'Assemblée ce que je dois faire. Pour moi, je propose, au nom de la commission, l'admission des sept membres du département des Landes.

Ces conclusions sont adoptées et les sept représentants des Landes sont admis.

M. le président donne lecture de la communication suivante de la commission exécutive.

« Citoyen président,

« J'ai l'honneur d'informer l'Assemblée nationale que la garde nationale a pris possession, sans coup férir, de la préfecture de police.

Signé : les membres de la commission exécutive. »

M. DEZEIMERIS appelle l'attention de l'Assemblée sur la multiplicité des emplois publics, et demande un remède à cet abus; il y a aujourd'hui un grand nombre d'emplois inutiles ou trop rétribués. Le budget des services publics est, en 1848, de 70 millions plus élevé qu'en 1850.

L'orateur demande la nomination spéciale chargée de s'occuper de cet objet.

M. LUNEAU appuie cette proposition; mais il la sous-amende; il désire qu'il y ait autant de commissions que de ministères.

Un membre demande le renvoi à la commission de constitution.

M. VIVIEN. Je supplie l'Assemblée de ne pas multiplier les commissions en dehors de celles qu'elle a déjà établies. La proposition faite par l'honorable M. Dezeimeris peut être renvoyée à chacun des comités, quant à la partie qui les concerne spécialement.

M. LAPORTE appuie la proposition primitive.

Le renvoi aux différents comités est mis aux voix et adopté.

M. LANDRIN rend compte des élections du département de la Lozère. Il propose l'admission de MM. Fayet

et Dennemont. Ils sont proclamés membres de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée reprend la discussion des articles de son règlement.

M. DUVERGIER de Hauranne, au nom de la commission du règlement, propose à l'adoption de l'Assemblée une série de dispositions relatives aux épreuves que devraient traverser les propositions des représentants.

Les divers articles du règlement qui contiennent ces dispositions sont mis aux voix et adoptés.

M. DUCOUX, Citoyens, j'ai moi-même été m'informer de l'état des choses à la préfecture de police.

Je vous annonce que les Montagnards l'ont évacuée. Leurs armes étaient en faisceau sur les quais. Ils fraternisaient avec la garde nationale. J'ai parlé à ces hommes. Ils m'ont déclaré qu'ils ne reconnaissent qu'un souverain, l'Assemblée nationale.

M. DE MURAT. Je viens de la préfecture de police; j'étais avec un de mes collègues, et avec le 1^{er} bataillon de la 1^{re} légion.

J'ai vu à la porte de la préfecture 55 gardes nationaux et pas plus.

Nous avons parlé au commandant. Nous lui avons dit : Rendez-vous à nous; nous sommes membres de l'Assemblée nationale. Il nous a répondu : J'ai des ordres de Caussidière; nous sommes ici 4,500; nous ne nous rendrons pas. — Mais si je vous apporte l'ordre de Caussidière? — Je ne connais pas son écriture. Il faudra qu'il vienne lui-même.

J'ajouterai, que ma malheureuse ressemblance avec Caussidière m'ayant fait prendre pour lui, des gardes nationaux se sont jetés sur moi, et je n'ai pu échapper aux mauvais traitements qu'en déclinant mon nom.

Si l'on vous dit qu'il n'y a que 200 à 250 hommes à la préfecture de police, c'est faux; ils sont 4,500. Je l'affirme.

UN MEMBRE. Deux commandants de la garde républicaine étaient tout à l'heure dans l'un des couloirs; ils m'ont déclaré à moi et à l'un de mes collègues qu'ils ne faisaient aucune opposition.

M. EMMANUEL ARAGO. Vous avez aujourd'hui confirmé la confiance que vous aviez accordée à la commission exécutive. Laissez à cette commission la responsabilité; laissez-la agir; laissez-lui prendre les déterminations qu'elle jugera convenables. Je demande l'ordre du jour.

L'ordre du jour est adopté.

M. Lherbette proteste contre ce vote. Il avait demandé la parole contre l'ordre du jour.

M. LE PRÉSIDENT. Citoyens, vous allez envoyer deux membres de l'Assemblée nationale au Gouvernement, afin d'avoir des nouvelles définitives. Jusque-là nous resterons en permanence. La parole est à M. Billaut, au nom de la commission sur les sollicitations.

M. BILLAUT. Citoyens, une des plaies du dernier règne, c'était la plaie hideuse des sollicitations. Les législateurs abaissaient leur caractère dans les anti-chambres des ministres. Il faut que cet abus soit détruit. Je propose que l'Assemblée interdise formellement à ses membres toute apostille de pétition, tout appui prêté à des solliciteurs.

M. Larabit appuie la proposition.

UN MEMBRE. Je demande que, par précaution, l'Assemblée interdise à ses membres toute conversation avec les ministres. (Rire général.)

Un membre demande si les démarches pour affaires locales sont comprises dans l'interdiction proposée.

M. Billaut répond affirmativement.

M. Beaumont de la Somme combat la proposition. (Aux voix! aux voix!)

M. le président donne lecture du projet de la commission qui interdit aux représentants toute apostille et toute sollicitation.

On demande le renvoi du projet à la commission. Ce renvoi est adopté.

La parole est à M. Perrée.

M. Perrée annonce que lui et le délégué de l'Assemblée nationale qui lui a été adjoint se sont rendus à la préfecture de police.

Il y a trouvé les hommes de la garde républicaine dans les meilleurs sentiments. Ils lui ont remis une adresse pour l'Assemblée nationale.

L'orateur lit cette adresse.

La garde républicaine y proteste de son dévouement à l'ordre et aux institutions républicaines.

M. Considérant demande la parole pour un fait personnel.

M. CONSIDÉRANT. Mes amis m'ont dit que plusieurs journaux avaient mis mon nom sur la liste d'un prétendu gouvernement provisoire.

Je déclare que depuis vingt ans je défends l'ordre et la paix.

Hier, un des factieux, s'approchant de moi sur mon banc, m'a demandé la permission de mettre mon nom sur la liste d'un gouvernement provisoire. J'ai répondu :

Etes-vous fou? Mon devoir, plutôt que d'accepter votre offre, serait de me faire égorger à ma place. (Bravos universels.)

M. CHARMAULE. C'est un noble exemple qu'a donné le préopinant. Que ceux dont les noms ont figuré sur ces listes viennent nous faire la même déclaration. (De toutes parts : Oui ! oui !)

M. FLOCON. Il est vrai que des noms des membres du gouvernement régulier ont été portés sur les listes des factieux; s'ils n'ont pas protesté contre cet outrage, c'est qu'ils ont pensé qu'il en serait fait justice par le mépris public.

L'Assemblée nationale s'ajourne à demain midi.

La séance est levée.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE. — Le *Garde national* de Marseille contient les nouvelles suivantes, qui ont été apportées par le *Léonidas* arrivant de la péninsule italique.

Si la menace de Radetzki d'incendier Vérone se confirme, nul doute que l'entrée de nos troupes en campagne ne soit prochaine.

Le vapeur-poste *Léonidas*, de la correspondance du Levant, commandé par M. Béchamel, nous apporte les nouvelles suivantes d'Italie.

« Vérone, 5 mai.

« L'affaire de Ponton se confirme, les Piémontais sont passés sur la rive droite de l'Adige, et occupent un pont près Ponton.

« L'abattement des Autrichiens est au comble.

« Radetzki annonce l'arrivée de 15,000 Autrichiens, venant de Trévise, et il assure que la cité sera réduite en cendres.

« Cela a été mis dans son ordre du jour.

« La défaite de 5 à 6,000 Autrichiens se confirme, ainsi que la mort du général prince Thurn-Taxis; on dit aussi que le prince Lichtenstein a été fait prisonnier. Radetzki a demandé un armistice de quatre jours, qui a été réduit à deux par Charles-Albert. »

(Courrier de Livourne.)

NOUVELLES DIVERSES.

Dans la nuit, des signaux étaient donnés des combles de l'hôtel de ville et d'une maison sise au coin de la place, qui correspondaient avec d'autres maisons qui donnent sur les quais. On dit que ce télégraphe servait à Caussidière, préfet de police, et à ses montagnards.

(La Presse.)

— Au premier signal du danger, les élèves de l'Ecole polytechnique sont accourus se mettre à la disposition du Gouvernement au Petit-Luxembourg. Le général Poncelet, en uniforme, s'est mis à leur tête.

— Une ordonnance de police porte qu'à compter de mardi prochain, 16 courant, le prix du pain dans Paris est fixé ainsi qu'il suit :

Le pain de première qualité, à 28 c. le kilogramme ;

Le pain de deuxième qualité, à 20 c. le kilogramme.

— Le citoyen Sobrier a été arrêté hier au quai d'Orsay, dans la caserne des dragons, au moment où il annonçait la formation du nouveau gouvernement provisoire dont il était membre.

— Barbès a été arrêté à sept heures et demie à l'hôtel de ville, avec Albert et Thoré.

Barbès était pâle et paraissait être plongé dans le plus profond abattement.

BOURSE DE PARIS. — 16 MAI 1848.

Le 5 p. 0/0, ouvert à 46, a fait 48 25 au plus haut et a fermé à 47 25.

Le 5 p. 0/0, ouvert à 68, a fait 70 50 au plus haut et a fermé à 70.

Bons du Trésor, ».

Actions de la Banque, 1,280, 1,500, 1,520, 1,550, 1,575, 1,560, 1,550, 1,575.

Versailles (rive droite), ».. — Versailles (rive gauche), 100. — Paris à Orléans, 5 6 25. — Rouen au Havre, 195. — Marseille à Avignon, 200. — Strasbourg à Bâle, 82 50. — Orléans à Vierzon, 242 50. — Nord, 545 75. — Paris à Strasbourg, 552 50. — Tours à Nantes, 555 75.

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, GIRALDON.

Imp. Schneider, rue d'Erfarth, 4.